# RAPPORT ENSEMBLE 2018-2019







# TABLE DES **MATIÈRES**

MOT DU PRÉSIDENT DU FONDS EN FIDUCIE DE LA FCE-CTF	. 1
MOT DU DIRECTEUR DU PROGRAMME DE COOPÉRATION INTERNATIONALE ET DE JUSTICE SOCIALE	Ξ.
PROGRAMME DE COOPÉRATION INTERNATIONALE DE LA FCE-CTF	. 5
Action enseignante pour l'apprentissage	. 5
Organisations membres	
Action enseignante pour l'enseignement	
Projet outre-mer	. 7
Autres projets	. 8
Action enseignante pour l'égalité entre les sexes	. 8
Action enseignante à l'appui des organisations de l'enseignement	. 8
CAISSE D'AIDE INTERNATIONALE DE LA FCE-CTF	10
Catastrophes naturelles	10
PROGRAMME DE JUSTICE SOCIALE DE LA FCE-CTF	11
Imagineaction	11
Les jeunes pour l'égalité des genres	12
Parler vrai au pouvoir Canada	
PRIX	13
Prix de reconnaissance des bénévoles	13
Prix Norm Goble	
ÉTAT DES RÉSULTATS	

# MOT DU **PRÉSIDENT** DU FONDS EN FIDUCIE DE LA FCE-CTF



Tandis que mon mandat de deux ans comme président de la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants (FCE-CTF) tire à sa fin, c'est avec plaisir que je vais témoigner ici de certaines des réalisations importantes du Programme de coopération internationale et de justice sociale. Bien entendu, je tiens à remercier Salwa Maadarani, Beverley Park, Wes Delve et Dan Martin dont l'engagement envers ce programme et le profond dévouement font que la FCE-CTF continue de jouir d'une réputation enviable sur la scène internationale de l'éducation. Durant la dernière année, pour le Programme de coopération internationale, l'équipe a préparé et soumis une proposition à

Affaires mondiales Canada en faveur d'un projet d'éducation des filles en Ouganda, organisé la plus importante édition du Projet outre-mer depuis 1996 et conclu de nouveaux partenariats avec les syndicats de l'enseignement au Bénin et à Montserrat. Pour son Programme de justice sociale, elle a travaillé en étroite collaboration avec Plan International Canada à la réalisation du projet pancanadien Les jeunes pour l'égalité des genres, étoffé le site Web Parler vrai au pouvoir Canada et commencé à concevoir un nouveau cahier de la collection La voix des élèves.

Alors que la FCE-CTF s'apprête à célébrer son centenaire, je suis impatient de voir quelles nouvelles orientations prendra le Programme de coopération internationale et de justice sociale dans les prochaines années. Une chose est sûre, la FCE-CTF établira de nouveaux partenariats et participera à de nouveaux projets aussi bien à l'échelle nationale qu'internationale, mais les valeurs centrales et les objectifs primordiaux du Programme resteront les mêmes. À l'international, le Programme continuera de promouvoir dans le monde entier une éducation publique universelle de qualité et financée par l'État en offrant des programmes de perfectionnement professionnel pertinents à des enseignants par des enseignants, en défendant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles. et en bâtissant et en renforçant les capacités des organisations de l'enseignement locales. Le Programme de justice sociale, quant à lui, s'efforcera d'offrir des services et des ressources aux enseignantes et enseignants du Canada qui

souhaitent intégrer les principes des droits de la personne, de la justice sociale et de la citoyenneté mondiale dans leurs classes, leurs écoles et leurs communautés.

Que ce soit en créant une possibilité de perfectionnement professionnel en Inde, en offrant des bourses aux femmes qui souhaitent poursuivre leurs études en Haïti ou en renforçant la capacité organisationnelle du syndicat de l'enseignement en Sierra Leone, le Programme de coopération internationale de la FCE-CTF donne des résultats concrets. Avec le fier appui de la FCE-CTF, un plus grand nombre d'enseignantes et enseignants d'Afrique, d'Asie et des Caraïbes découvrent des stratégies pédagogiques efficaces qui leur permettent d'améliorer l'apprentissage dans leurs classes. Les filles se sentent davantage en sécurité et considérées dans leurs milieux d'apprentissage, et plus de femmes cherchent à occuper des postes de direction dans leurs écoles et leurs syndicats. Les organisations de l'enseignement continuent de gagner en efficacité dans le recrutement des membres, la gestion financière et la négociation collective.

Les programmes de justice sociale ont aussi continué de prendre de l'ampleur. La FCE-CTF a été fière d'accueillir plus de 30 jeunes de toutes les régions du Canada en mars 2019 à la Conférence des rédactrices et rédacteurs du projet Les jeunes pour l'égalité des genres. En outre, tout au long de l'année, des enseignantes et enseignants d'un bout à l'autre du pays ont

présenté des demandes de subvention dans le cadre du programme Imagineaction et utilisé les fonds obtenus pour couvrir les dépenses associées à la mise en œuvre de leurs projets de justice sociale dans leur école ou communauté. Nous tenons à saluer et à remercier Johnson Assurance de son soutien de longue date au Programme de justice sociale de la FCE-CTF.

Je suis aussi heureux de rappeler qu'Helen MacDonald et Peggy Ludlow, toutes deux membres du Nova Scotia Teachers Union, ont été les lauréates, cette année, du Prix de reconnaissance des bénévoles du Programme de coopération internationale de la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants. Pendant de nombreuses années, Helen MacDonald et Peggy Ludlow ont consacré énormément de temps et d'énergie à faire du bénévolat dans divers pays en développement, mais surtout au

Ghana, où elles ont souvent travaillé ensemble au projet Nkabom. Nous tenons à les remercier pour leur engagement très généreux envers la coopération au développement et saluer en elles le fort esprit d'initiative qui leur a permis de faire avancer les objectifs du Programme de coopération internationale de la FCE-CTF.

Bien entendu, aucune de ces réalisations n'aurait été possible sans le soutien indéfectible des organisations membres (OM) de la FCE-CTF. Privé depuis huit ans du financement de base autrefois accordé par le gouvernement fédéral, le Programme de coopération internationale a survécu et même pris de l'ampleur grâce aux contributions financières constantes des OM des quatre coins du Canada. Nous leur sommes reconnaissants de leur générosité et envisageons avec bonheur la poursuite de notre travail commun à l'étranger.

Devant les réalisations de l'équipe du Programme de coopération internationale et de justice sociale des deux dernières années, je suis fier de voir l'influence qu'exercent les enseignantes et enseignants du Canada au pays et à l'étranger.

H. Mark Ramsankar

# **FIDÉICOMMISSAIRES**

H. Mark Ramsankar Président de la FCE-CTF (ATA)

**Bethany MacLeod** 

Vice-présidente de la FCE-CTF (PEITF) (jusqu'au 6 mai 2019)

**Shelley Morse** NSTU

Gilles Arsenault

Carole Gordon **FFCB** 

Monica Rusnak **FFFO** 

Dianne Woloschuk Membre sans droit de vote (IE)

# LE FONDS EN FIDUCIE DE LA FCE-CTF

L'équipe du Programme de coopération internationale et de justice sociale de la FCE-CTF est responsable de l'Action enseignante pour l'apprentissage (le Programme de coopération internationale) et d'Imagineaction (le Programme de justice sociale). Le budget du Fonds en fiducie est structuré de manière à ce qu'il couvre toutes les activités du Programme. Le budget soutient le Programme et est comparable, de par sa structure, au budget de la FCE-CTF. Les fidéicommissaires se réunissent quatre fois par an afin de recevoir les rapports et comptes rendus, de donner une orientation aux activités et de prendre des décisions concernant les dépenses budgétaires.

# MOT DU **DIRECTEUR** DU PROGRAMME DE COOPÉRATION INTERNATIONALE ET DE JUSTICE SOCIALE



Nous en sommes convaincus, il faut tout un village pour élever un enfant! Nous savons aussi que, pour créer les conditions qui permettront d'améliorer l'enseignement et l'apprentissage dans le monde, et tout cela dans l'intérêt de cet enfant, il faut réunir les efforts collectifs de tout le village. Ne serait-ce que par son titre, le rapport *Ensemble* fait ressortir que, par la collaboration, nous faisons plus. Et, effectivement, le succès du Programme de coopération internationale et de justice sociale repose sur le fait que son équipe et de nombreuses personnes, organisations et agences travaillent ensemble. L'année 2018-2019 a été consacrée au renforcement des partenariats que nous avons au Canada et à l'étranger.

Ensemble, nous avons travaillé avec des enseignantes et enseignants des quatre coins du Canada. Les sites Web d'Imagineaction et de Parler vrai au pouvoir (PVAP) Canada fournissent au monde de l'éducation des ressources aidant à intégrer les principes des droits de la personne et de la justice sociale dans la classe et l'école. Les membres du corps enseignant continuent de demander des subventions au programme Imagineaction pour couvrir des dépenses en rapport avec les projets de justice sociale qu'ils mènent à l'école ou dans la communauté, et d'utiliser les profils et les plans de leçon du site Parler vrai au pouvoir afin de faire découvrir à leurs élèves des défenseurs et défenseuses canadiens des droits de la personne. En outre, des enseignantes et enseignants de toutes les régions du Canada, de Whitehorse, au Yukon, à St. John's, à Terre-Neuveet-Labrador, et de Taloyoak, au Nunavut, à Windsor, en Ontario, ont participé au Projet outre-mer de 2018, au cours duquel ils ont coplanifié et coanimé des ateliers de perfectionnement professionnel pour des collègues enseignantes et enseignants en Afrique et aux Caraïbes.

Ensemble, nous avons travaillé avec nos OM dont nous aimerions saluer le constant soutien à nos programmes internationaux, sous la forme de ressources financières et humaines. Durant la dernière année, toutes les OM de la FCE-CTF, lesquelles représentent chaque province et territoire du pays, ont commandité la participation de certains de leurs membres enseignantes et enseignants au Projet outre-mer. De plus, des contributions additionnelles de la FECB, du SEPF, de l'ATA, de la FES, de la MTS, de l'AEFO, de la

FEEO et de la FEO nous ont permis de continuer à appuyer nos organisations partenaires en Afrique, en Asie, en Amérique latine et aux Caraïbes. Depuis qu'il a perdu en 2011 le financement de base que lui accordait le gouvernement fédéral, le Programme de coopération internationale repose exclusivement sur les généreuses contributions volontaires de nos OM. Sans leur aide, nos programmes, qu'ils se passent en Haïti, en Ouganda, au Burkina Faso, en Inde ou ailleurs, n'existeraient tout simplement pas.

Ensemble, nous avons travaillé avec l'Internationale de l'Éducation (IE) et le Caribbean Union of Teachers (CUT). Pendant l'année 2018-2019, les membres de l'équipe du Programme de coopération internationale et de justice sociale ont assisté aux réunions sur la coopération au développement qui se sont tenues au secrétariat de l'IE à Bruxelles, auxquelles ont participé également des représentantes et représentants d'organisations nationales de l'enseignement du monde entier. Ensemble, nous avons pu parler de pratiques exemplaires et explorer d'éventuelles collaborations. En novembre 2018, l'équipe a aussi participé à des conférences régionales de l'IE en Côte d'Ivoire (pour l'Afrique) et en Malaisie (pour l'Asie-Pacifique), où elle a témoigné sa solidarité à ses organisations déjà partenaires et à d'autres qui pourraient le devenir. En décembre 2018, un membre de l'équipe a participé à une rencontre et à une conférence organisées par le CUT au cours desquelles il s'est engagé pour les prochaines années à travailler à des projets plus vastes et plus approfondis avec les syndicats de l'enseignement de toute la région des Caraïbes.

Ensemble, nous avons également travaillé avec nos organisations partenaires dans des pays en développement. Nous avons continué d'entretenir des relations positives avec nos partenaires en Asie (Inde), en Afrique (Burkina Faso, Ghana, Sierra Leone, Togo et Ouganda) et aux Caraïbes (Grenade, Guyana, Haïti et Saint-Vincent-et-les Grenadines). Nous avons en outre maintenu notre soutien aux réseaux régionaux des femmes, y compris en Afrique, en Amérique latine et en Asie du Sud-Est. En 2018-2019, d'anciens partenariats ont été rétablis en Dominique et à Sainte-Lucie, et de nouveaux partenariats ont été créés en Afrique, en Asie et aux Caraïbes : au Bénin, la FCE-CTF a appuyé un projet mené avec un syndicat qui représente les éducatrices et éducateurs de la petite enfance; au Népal, elle a fourni des ressources financières et humaines pour la création d'un programme de formation sur le leadership avec trois syndicats locaux de l'enseignement; à Montserrat, l'équipe du Programme de coopération internationale a aidé le syndicat de l'enseignement de l'île à accueillir son tout premier groupe du PO. Dans tous ces pays, les partenariats que nous avons eus ont été bénéfiques pour tout le monde.

Ensemble, nous avons travaillé avec Affaires mondiales Canada (AMC). Pour la première fois depuis 2011, la FCE-CTF a répondu aux conditions d'admissibilité pour participer à un appel de propositions en vue de recevoir des fonds de l'administration fédérale. Avec l'aide de Carla Cuglietta, membre de l'ATA, et l'étroite collaboration du Uganda National Teachers' Union (UNATU), nous avons soumis une proposition pour lancer un projet d'amélioration des conditions de scolarisation des filles au palier secondaire dans deux régions de l'Ouganda. Le projet, appelé

« Simameni : Ensemble pour l'éducation des filles », s'aligne sur la Politique d'aide internationale féministe du Canada mise en œuvre par AMC, qui vise à promouvoir l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des filles et des femmes par la voie de programmes de coopération au développement financés par le gouvernement du Canada. Nous sommes reconnaissants et impatients de pouvoir lancer ce projet avec AMC et le UNATU en 2019-2020.

Ensemble, nous avons travaillé avec d'autres organisations canadiennes non gouvernementales. Pour le Projet outre-mer de 2018, nous avons travaillé en partenariat avec Right To Play Canada pour offrir aux participantes et participants un atelier dynamique sur l'enseignement et l'apprentissage par le jeu. Avec Plan International Canada, nous avons codirigé le projet Les jeunes pour l'égalité des genres qui a débouché sur la formulation de recommandations pour une politique nationale de l'égalité des genres. Avec la Croix-Rouge canadienne, nous avons exploré

des manières de rassembler des enseignantes et enseignants du Canada en vue d'une formation sur les droits de la personne, la justice sociale et la citoyenneté mondiale. Nous continuons de collaborer avec le Musée canadien pour les droits de la personne pour tenir à jour et enrichir les ressources de PVAP Canada.

En ma qualité de directeur du Programme de coopération internationale et de justice sociale, je suis fier de nos réalisations tout au long de l'année 2018-2019. Avec mes collègues Wes Delve, Beverley Park et Salwa Maadarani, ainsi qu'avec nos OM de toutes les provinces et de tous les territoires, sans oublier nos organisations partenaires au pays et à l'étranger, je suis heureux de continuer à servir les besoins des éducatrices et éducateurs au Canada et dans le monde. Ensemble, nous allons de l'avant!

**Daniel Martin** 

On Must



# PROGRAMME DE **COOPÉRATION INTERNATIONALE** DE LA FCE-CTF

### **ACTION ENSEIGNANTE POUR L'APPRENTISSAGE**

Qualifié d'Action enseignante pour l'apprentissage (AEA), le Programme de coopération internationale de la FCE-CTF s'appuie sur les pratiques les plus prometteuses du perfectionnement professionnel en enseignement et de la coopération au développement international. Sa mise en œuvre se fait dans le cadre de partenariats avec des organisations nationales de l'enseignement du monde entier qui ont à cœur de soutenir les professionnels que sont les enseignantes et enseignants, et de faire avancer la cause d'une éducation publique inclusive et de qualité pour tous et toutes. Les OM de la FCE-CTF représentent sa principale source de financement, mais il bénéficie aussi du soutien d'autres organisations aux préoccupations convergentes ainsi que de

dons de particuliers. Le travail est coordonné avec d'autres organisations nationales de l'enseignement qui participent aux activités de coopération au développement de l'Internationale de l'Éducation. Chaque année, des enseignantes et enseignants canadiens et des dirigeantes et dirigeants des OM de la FCE-CTF apportent une aide bénévole extrêmement précieuse et collaborent à la planification et à l'animation de nombreux ateliers et séances de formation en cours d'emploi et autres initiatives avec des organisations partenaires de la FCE-CTF en Afrique, en Asie et aux Caraïbes.

Le Programme de coopération internationale de la FCE-CTF, AEA, comporte trois secteurs d'activités :

- AEE Action enseignante pour l'enseignement;
- AEES Action enseignante pour l'égalité entre les sexes;
- AEOE Action enseignante à l'appui des organisations de l'enseignement.

Les activités de ces secteurs sont menées dans le cadre du Projet outre-mer et de divers autres projets en collaboration avec des organisations partenaires de la FCE-CTF à l'étranger.

Le tableau ci-dessous donne la liste des partenaires de la FCE-CTF à l'étranger et des secteurs d'activités dans lesquels nous les appuyons :

SOUTIEN DE LA FCE-CTF AUX PROJETS DES PARTENAIRES D'OUTRE-MER																					
ACTION ENSEIGNANTE	PARTENAIRES D'OUTRE-MER																				
POUR L'APPRENTISSAGE	AIPTF	AP IE	CNEH	CSFEF	FENATEC	FESEN	GNAT	GTU	GUT	RAFED	RF-AL IE	RF-ANASE	RF-ASACR	SLTU <sup>1</sup>	SLTU <sup>2</sup>	SNEA-B	SNESS	SVGTU	SYNAEM	UNATU	UNNOEH
AEE																					
AEES																					
AEOE																					

All India Primary Teachers' Federation (AIPTF)
Comité syndical francophone de l'éducation et de la formation (CSFEF)
Confédération Nationale des Éducatrices et Éducateurs d'Haïti (CNEH)
Fédération nationale des travailleurs en éducation et en culture (FENATEC)
Fédération des Syndicats de l'Éducation Nationale (FESEN) au Togo
Ghana National Association of Teachers (GNAT)
Grenada Union of Teachers (GUT)
Guyana Teachers' Union (GTU)
Région de l'Asie-Pacifique de l'Internationale de l'Éducation (AP IE)

Réseau africain des femmes en éducation (RAFED)
Réseau des femmes de l'Amérique latine de l'Internationale de l'Éducation (RF-AL IE)
Réseau des femmes de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (RF-ANASE)
Réseau des femmes de l'ASACR (RF-ASACR)
Saint Lucia Teachers' Union (SLTU')
Saint Vincent and the Grenadines Teachers' Union (SVGTU)
Sierra Leone Teachers' Union (SLTU')
Syndicat national des enseignants africains du Burkina (SNEA-B)
Syndicat national des enseignants des écoles maternelles du Bénin (SYNAEM)

Syndicat National des Enseignants du Secondaire et du Supérieur (SNESS) au Burkina Faso Uganda National Teachers' Union (UNATU) Union Nationale des Normaliens/Normaliennes et Éducateurs/Éducatrices d'Haïti (UNNOEH)

### **ORGANISATIONS MEMBRES**

Grâce à la générosité financière des OM de la FCE-CTF, le volet de l'Action enseignante pour l'apprentissage appartient entièrement aux enseignantes et enseignants. Cela fait des membres du personnel enseignant des agentes et agents de changement au cœur du processus d'apprentissage: le changement se fait par la voie de sessions de perfectionnement professionnel de grande qualité offertes par des membres du corps enseignant à leurs collègues. Il se fait aussi par l'autonomisation des femmes et des filles afin qu'elles puissent jouer un rôle à part entière comme participantes et comme leaders dans leurs écoles et leurs communautés; et par le renforcement des capacités des organisations de l'enseignement. Cette situation particulière rend le rôle de la FCE-CTF dans le domaine de la coopération au développement à la fois unique et extrêmement efficace. L'Action enseignante pour l'apprentissage renforce aussi les efforts que déploient les OM pour lutter contre la commercialisation et la privatisation de l'éducation dans les régions du monde les plus vulnérables aux intérêts privés.

La générosité des OM de la FCE-CTF se manifeste également d'autres manières. En plus des bénévoles du PO, les OM des quatre coins du pays offrent les services de personnes-ressources ayant de l'expertise dans divers domaines à l'international, ce qui assure la continuité des activités toute l'année. Nous remercions notamment deux de ces personnes pour leur contribution aux programmes de la FCE-CTF en Ouganda: Carla Cuglietta de l'ATA, qui nous a aidés à préparer la proposition pour le projet d'éducation des filles, et Burris Devanney du NSTU, pour son soutien au projet de mobilisation communautaire.



































### **ACTION ENSEIGNANTE POUR L'ENSEIGNEMENT**

### PROJET OUTRE-MER

Malgré certaines difficultés, le Projet outre-mer (PO) a de nouveau connu un succès retentissant en 2018. Cinquante-trois (53) enseignantes et enseignants de 15 OM de la FCE-CTF ont coplanifié et coanimé des séances de perfectionnement professionnel dans le cadre de 12 projets menés dans neuf pays. Une fois encore, des centaines de membres de la profession enseignante ont profité du programme, de même que les organisations de l'enseignement à l'étranger à qui le PO a permis d'avancer dans la réalisation de leurs objectifs à long terme et donc de renforcer leurs services professionnels au personnel enseignant et aux directions d'école. Bref, avec le PO de 2018, nous avons vu encore une fois une splendide démonstration de tout le pouvoir de l'« action enseignante pour l'enseignement ».

Pour 2018, nous avions sélectionné à la fois des chefs d'équipe expérimentés et des nouveaux. Les équipes de 2018 regroupaient des éducatrices et éducateurs extraordinaires, aux expériences, compétences et intérêts variés. La FCE-CTF et leurs organisations de l'enseignement provinciales et territoriales avaient en eux de solides ambassadeurs.



Les équipes du PO ont été formées en janvier. Les chefs d'équipe, choisis dans l'ensemble du pays, ont participé à une vidéoconférence initiale au début de février, après quoi ils et elles se sont rencontrés à Ottawa à la fin d'avril. La session d'orientation complète à laquelle ont participé la totalité des 53 enseignantes et enseignants sélectionnés s'est déroulée du 2 au 4 juillet. Au programme figurait une séance avec notre organisation partenaire Right To Play. Les affectations à l'étranger ont duré de trois à quatre semaines.

Malheureusement, pour la première fois depuis de nombreuses années, la FCE-CTF a dû retirer des équipes avant la fin du projet. Au Guyana, des pluies torrentielles ont causé d'importantes inondations dans la région de Rupununi au début de juillet, annulant toute possibilité de poursuivre comme prévu. Après quelques négociations et des préparations hâtives, nous avons élaboré et mis en œuvre un programme de quatre jours pour des éducatrices et éducateurs de la petite enfance. À la suite de ce programme raccourci, l'équipe du Guyana est revenue au Canada.

En Haïti, le 6 juillet, le gouvernement du président Jovenel Moïse a annoncé de fortes augmentations des prix de l'essence dans tout le pays. Il s'est ensuivi des manifestations et des émeutes dans la capitale, Port-au-Prince. Soucieuse avant toute chose de la sécurité des huit enseignantes et enseignants canadiens, c'està-dire deux équipes, affectés à Haïti, le personnel du Programme de coopération internationale et de justice sociale a décidé de les ramener et

les a rencontrés à leur arrivée à Toronto pour faire le point sans tarder. La FCE-CTF remercie les OM dont ces enseignantes et enseignants sont membres pour leur soutien et leurs conseils pendant cette période difficile.

Les autres projets, menés un peu partout dans les Caraïbes et en Afrique, se sont bien déroulés et ont souvent permis de faire avancer les projets de plus grande envergure qui se poursuivent pendant l'année. Les ateliers ont continué de mettre l'accent sur les diverses méthodes d'apprentissage actif centrées sur l'élève et, dans tous les cas, les sujets étaient très variés, allant de la littératie à la numératie en passant par l'éducation physique et les arts. Des ateliers sur la santé et le bien-être et sur l'égalité entre les sexes ont aussi été offerts dans tous les programmes, en plus d'ateliers sur des sujets précis choisis en fonction des besoins locaux.



Les enseignantes et enseignants du Canada ont trouvé que le PO constituait une expérience de perfectionnement professionnel extraordinaire. En 2019, le PO s'efforcera de mettre en œuvre diverses idées des anciens chefs d'équipe et des anciens participants et participantes du PO, et de miser sur les réussites tout en s'adaptant aux nouvelles réalités.

### **AUTRES PROJETS**

Hormis le PO et toujours pour le volet de l'Action enseignante pour l'enseignement (AEE), la FCE-CTF travaille aussi avec divers partenaires tout au long de l'année. Entre autres, elle mène à bien des projets et des activités pour renforcer les compétences en mentorat, l'aide aux directeurs et directrices d'école en matière de leadership pédagogique, et les capacités des enseignantes et enseignants de fabriquer des jeux et des jouets à partir de matériaux locaux. La FCE-CTF a aussi formé des animateurs ou animatrices pour que ces personnes puissent offrir des ateliers à leurs collègues et elle a apporté un soutien à des enseignantes et enseignants travaillant à proximité de zones de conflit.

« Le Projet outre-mer permet un partage de pratiques, d'outils et de valeurs éducatives entre les membres de deux nations. Les enseignants des deux pays retirent autant de l'expérience. »

- Membre de l'équipe du PO de 2018

# **ACTION ENSEIGNANTE POUR L'ÉGALITÉ ENTRE** LES SEXES

Tous les programmes du PO en plus d'autres projets soutenus par la FCE-CTF comprennent des séances sur l'égalité entre les sexes. L'Action enseignante pour l'égalité entre les sexes (AEES) prend diverses formes, par exemple des bourses pour les femmes, du soutien à des réseaux de femmes, des projets sur le leadership féminin, des projets d'adaptation des écoles aux besoins des filles et des activités visant à contrer la violence sexiste en milieu scolaire.

# **ACTION ENSEIGNANTE À L'APPUI DES** ORGANISATIONS DE L'ENSEIGNEMENT

La FCE-CTF travaille avec ses partenaires à l'étranger à renforcer leurs syndicats par divers moyens. Elle assure un soutien institutionnel en surveillant le déroulement de programmes comme le PO et en en faisant le suivi. De plus, par l'intermédiaire des consortiums de l'IE, elle soutient des activités de formation précises dans des domaines comme la recherche, la planification stratégique, la collecte de données, le lobbying et l'action politique. Par ailleurs, le Programme de bourses John Thompson est conçu expressément pour renforcer la capacité des organisations de l'enseignement, compte tenu des contextes propres aux organisations participantes au chapitre de l'éducation et du mouvement syndical. Pendant l'année 2018-2019, la FCE-CTF a contribué au travail de planification et de mise en œuvre du Programme de bourses John Thompson pour trois syndicats au Népal: la Nepal Teachers' Association, la Nepal National Teachers' Association et l'Institutional School

Teachers' Union. Le Programme, qui a eu lieu entre le 24 septembre et le 7 octobre à Katmandou, a réuni 30 participantes et participants. Coordonné avec le Bureau régional pour l'Asie-Pacifique de l'IE, le Programme a été le fruit d'une collaboration entre la FCE-CTF, Läraförbundet (Suède), l'Australian Union of Teachers et le Syndicat national des enseignements de second degré (France). Il a compté plusieurs modules, notamment sur le leadership, la création de syndicats ou leur renforcement, les finances, la négociation, les communications et la participation des femmes.

« Des liens d'amitié se sont rapidement tissés entre nous tous : l'équipe canadienne entre nous, et entre les Canadiennes et les Haïtiens.» - Membre de l'équipe du PO de 2018



	er de la FCE-CTF
Burkina Faso	Syndicat national des enseignants africains du Burkina (SNEA-B)
DUIKIIIA FASO	Syndicat National des Enseignants du Secondaire et du Supérieur (SNESS)
Bénin	Syndicat national des enseignants des écoles maternelles du Bénin (SYNAEM)
Dominique	Dominica Association of Teachers (DAT)
Ghana	Ghana National Association of Teachers (GNAT)
Grenade	Grenada Union of Teachers (GUT)
Guyana	Guyana Teachers' Union (GTU)
	Confédération Nationale des Éducatrices et Éducateurs d'Haïti (CNEH)
Haïti	Fédération nationale des travailleurs en éducation et en culture (FENATEC)
Halti	Union Nationale des Normaliens/Normaliennes et Éducateurs/Éducatrices d'Haïti (UNNOEH)
Inde	All India Primary Teachers' Federation (AIPTF)
Ouganda	Uganda National Teachers' Union (UNATU)
Sainte-Lucie	St. Lucia Teachers' Union (SLTU¹)
Saint-Vincent	St. Vincent and the Grenadines Teachers' Union (SVGTU)
Sierra Leone	Sierra Leone Teachers' Union (SLTU <sup>2</sup> )
Togo	Fédération des Syndicats de l'Éducation Nationale (FESEN)
rtenaires régionaux	
ΙE	Siège social de l'Internationale de l'Éducation (Bruxelles) Région Asie-Pacifique de l'Internationale de l'Éducation (Malaisie) Région Amérique latine de l'Internationale de l'Éducation (Costa Rica) Région Afrique de l'Internationale de l'Éducation (Ghana)
CSFEF	Comité syndical francophone de l'éducation et de la formation
CUT	Caribbean Union of Teachers
seaux des femmes	
RAFED	Réseau africain des femmes en éducation
RF-ANASE	Réseau des femmes de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est
RF-ALIE	Réseau des femmes de l'Amérique latine de l'IE
RF-ASACR	Réseau des femmes de l'Association sud-asiatique de coopération régionale

« Aussi voudrions-nous vous remercier et vous manifester notre reconnaissance et notre gratitude pour ce soutien au SYNAEM-BENIN. Les tout-petits de nos écoles maternelles vous disent infiniment merci. » – Gaétan KPONOUKON, président du SYNAEM-Bénin

nembres de la FCE-CTF
Jeilibres de la rcc-cir
Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens
Fédération des enseignantes et enseignants de la Colombie-Britannique
Fédération des enseignantes et des enseignants de l'élémentaire de l'Ontario
New Brunswick Teachers' Association
Newfoundland and Labrador Teachers' Association
Northwest Territories Teachers' Association
Nova Scotia Teachers Union
Association des enseignantes et des enseignants du Nunavut
Ontario English Catholic Teachers' Association
Fédération des enseignantes-enseignants des écoles secondaires de l'Ontario
Prince Edward Island Teachers' Federation
Association provinciale des enseignantes et enseignants du Québec
Fédération des enseignantes et des enseignants de la Saskatchewan
The Alberta Teachers' Association
The Manitoba Teachers' Society
Association des enseignantes et des enseignants du Yukon
Fédération des enseignantes et des enseignants de l'Ontario
e
Syndicat des enseignantes et enseignants du programme francophone de la Colombie-Britannique

# CAISSE D'AIDE INTERNATIONALE DE LA FCE-CTF

### **CATASTROPHES NATURELLES**

En mars 2019, le cyclone Idai a touché de plein fouet le sud-est de l'Afrique. Il a laissé derrière lui des destructions massives tandis que d'innombrables victimes ont perdu la vie, au Mozambique, au Zimbabwe et au Malawi. Plusieurs organisations de ces pays, affiliées à l'Internationale de l'Éducation (IE), ont contacté celle-ci pour lui faire part de leurs inquiétudes quant au sort de leurs membres dans ces régions. La Zimbabwe Teachers' Association (ZIMTA), le Progressive Teachers' Union of Zimbabwe (PTUZ) et l'Organização National dos Profesores (ONP)

du Mozambique ont demandé une aide pour les enseignantes et enseignants et leurs familles, les élèves et les communautés scolaires touchés par le cyclone — une des pires catastrophes naturelles de l'histoire de l'Afrique australe.

Comme par le passé, la FCE-CTF a fait appel à ses OM pour contribuer au Fonds de solidarité ldai de l'IE afin de venir en aide aux collègues éprouvés, à leurs familles et à leurs communautés scolaires. Depuis la fin mars jusqu'en mai, les OM ont généreusement contribué au Fonds par

l'intermédiaire de la FCE-CTF. Avec ces fonds et ceux recueillis auprès d'autres organisations nationales de l'enseignement de par le monde, l'IE a soutenu ses organisations affiliées du Zimbabwe et du Mozambique et a travaillé avec elles afin qu'elles puissent aider leurs membres à leur tour. Les OM de la FCE-CTF ont aussi été invitées à exprimer leur solidarité en envoyant des lettres de soutien directement à la ZIMTA, au PTUZ et à l'ONP.



« L'appui financier de la FCE-CTF reste pour nous le seul gage d'espoir pour que se réalise notre vision. "La FESEN devient une organisation forte et défend les intérêts des enseignantes et enseignants de l'éducation et a une audience des partenaires et de l'autorité." À toute les autorités de la FCE-CTF, j'adresse mes sentiments de gratitude pour la confiance placée en nous. »

– Rapport de la FESEN (Togo) sur la Journée de formation

# PROGRAMME DE **JUSTICE SOCIALE** DE LA FCE-CTF

## **IMAGINEACTION**

La plateforme en ligne Imagineaction, qui fait partie du Programme de justice sociale de la FCE-CTF, s'adresse aux enseignantes et enseignants des OM de la FCE-CTF. Où qu'elles ou ils soient au Canada, Imagineaction les encourage ainsi que leurs élèves à mener localement une action qui s'inscrit dans une perspective mondiale et qui s'aligne sur les 17 Objectifs de développement durable des Nations Unies.

Actuellement, près de 3 500 membres du corps enseignant sont inscrits à Imagineaction. Sur la plateforme, ces personnes peuvent accéder à de l'information et à des outils pédagogiques sur la justice sociale et les droits de la personne. Elles peuvent aussi demander une subvention de 300 \$ pour couvrir des dépenses faites pour des projets scolaires et communautaires réalisés avec les élèves sur l'un des six thèmes suivants : se lier, s'engager, se développer, diriger, vivre et compatir. La FCE-CTF tient à souligner que

Johnson Assurance a renouvelé son soutien et continuera de financer le Programme de justice sociale jusqu'en 2022.

Jusqu'à présent, plus de 700 projets (p. ex. la création d'un « club d'équité et d'inclusion » et d'un « groupe de la bonté » ou encore un projet appelé « Pour le confort de la lecture et des jeux » ou un autre baptisé « Laisser sa trace ») ont recu l'approbation et des fonds d'Imagineaction, dont 65 projets nouveaux cette année.

À la plateforme s'ajoutent les ressources imprimées de la collection La voix des élèves, dont les enseignantes et enseignants peuvent se servir en classe. À ce jour, trois cahiers sont parus sur les thèmes de la pauvreté, de la vérité et réconciliation, et de la stigmatisation de la maladie mentale. Un autre cahier est en cours de préparation sur l'équité entre les genres.

« En invitant les parents à participer au Club de Scrabble et de lecture, on permet aussi aux parents de créer des liens avec leurs enfants dans des contextes différents que les contextes familiaux. Par l'entremise des jeux de Scrabble et par la lecture, parents et élèves pourront partager des expériences communes, tisser des liens, et participer à la vie de l'école. Nous voulons de plus en plus amener les parents à s'engager dans l'école afin de rendre notre école une école communautaire citoyenne. »

- Liliane Masengo Kabamba, AEFO, Imagineaction





# LES JEUNES POUR L'ÉGALITÉ DES GENRES

Le projet Les jeunes pour l'égalité des genres est une initiative de Plan International Canada et de la FCE-CTF. D'une durée de trois ans, ce projet a rassemblé des jeunes de tout le pays pour qu'ils discutent de questions relatives à l'égalité des genres et passent ensuite en mode action. L'objectif ultime du projet est de guider la formulation et la mise en œuvre d'une politique pancanadienne de l'égalité des genres.

Durant la dernière année, la FCE-CTF a réuni des jeunes francophones âgés de 14 à 24 ans des régions canadiennes du Nord, de l'Ouest, du Centre et de l'Est pour qu'ils fassent entendre leurs voix. Les idées qui sont ressorties des échanges entre ces jeunes ont servi à l'élaboration d'un plan détaillé pour parvenir à l'égalité des genres au Canada. En mars, Plan International Canada et la FCE-CTF ont invité 30 jeunes des quatre coins du Canada à une conférence de rédaction dans les locaux de la Fédération. Les jeunes, des représentantes et représentants de nombreux groupes marginalisés, ont discuté du large éventail d'idées ressorties des échanges pour ensuite formuler des appels à l'action et des recommandations qui, présentés sous le titre

ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES **DURABLE** 

Feuille de route des jeunes pour l'égalité des genres, visent à faire de l'égalité des genres une réalité aux échelles locale, provinciale et territoriale, et nationale. Pour la suite des choses, à l'occasion de la conférence de Women Deliver à Vancouver en juin 2019, les jeunes présenteront leur Feuille de route à des élues et élus de tous les partis politiques pour les inciter à doter le Canada tout entier d'une politique de l'égalité des genres.



### PARLER VRAI AU POUVOIR CANADA

Parler vrai au pouvoir Canada (PVAP) s'est imposée comme une ressource pédagogique incontournable. Sur sa plateforme en ligne, la FCE-CTF fournit gratuitement des outils à l'intention des enseignantes et enseignants qui veulent traiter des droits de la personne et de la justice sociale dans leurs classes et encourager l'activisme dans ces domaines. Cette année se sont ajoutés aux portraits présentés ceux de nombreux défenseurs et défenseuses qui agissent sur la scène locale et un glossaire.

# PARLER VRAI AU **POUVOIR CANADA**

Ce site Web est offert en anglais et en français. mais aussi, le cas échéant, dans la langue autochtone de la défenseuse ou du défenseur présentés. La FCE-CTF continue de travailler en partenariat avec le Musée canadien pour les droits de la personne à Winnipeg et l'organisation Robert F. Kennedy Human Rights.

> « Je suis plus au courant des défis auxquels mes collègues internationaux font face. J'apprécie davantage mes conditions de travail.» - Membre de l'équipe du PO de 2018

# PRIX DE RECONNAISSANCE DES BÉNÉVOLES

Créé en 2007, le Prix de reconnaissance des bénévoles est décerné aux bénévoles qui se distinguent par un engagement exceptionnel envers la coopération au développement et un apport inestimable au Programme de coopération internationale de la FCE-CTF. Il est accordé tous les deux ans et remis à la personne lauréate par son organisation de l'enseignement provinciale ou territoriale à l'occasion de l'Assemblée générale annuelle de celle-ci ou d'un autre évènement important.

En 2019, deux personnes extrêmement qualifiées du NSTU ont été sélectionnées pour recevoir le Prix : Helen MacDonald et Peggy Ludlow. Depuis au moins 20 ans, Helen et Peggy se donnent corps et âme aux projets de coopération au développement international de la FCE-CTF. Toutes deux ont évidemment acquis une riche et large expérience, et leurs contributions ont grandement favorisé l'avancement des objectifs et des dossiers prioritaires de la FCE-CTF dans diverses régions du globe, mais surtout au Ghana, où elles ont souvent travaillé ensemble au projet Nkabom.

# **PRIX NORM GOBLE**

Créé en 2014, le Prix Norm Goble de la Journée mondiale des enseignantes et des enseignants est remis tous les ans à des organisations partenaires de la FCE-CTF à l'étranger qui organisent des activités pour célébrer cette importante journée. Outre un prix de 1 000 \$ décerné à l'organisation lauréate, jusqu'à deux prix de 500 \$ sont aussi remis aux organisations qui méritent une mention honorable.

En 2018, quatre organisations ont soumis leurs candidatures : la Fédération des Syndicats de l'Éducation Nationale (FESEN) du Togo; la Saint Lucia Teachers' Association (SLTU); le Syndicat National des Enseignants du Secondaire et du Supérieur (SNESS) du Burkina Faso; et la Trinidad and Tobago Unified Teachers' Association (TTUTA).

Les thèmes de la Journée mondiale de 2018 étaient : « Le personnel enseignant : le corps et l'âme de l'éducation publique » et « Le droit à l'éducation, c'est aussi le droit à un personnel enseignant qualifié ». C'est la FESEN qui a remporté le prix, sa candidature ayant répondu le mieux aux critères du concours. Pour la Journée mondiale des enseignantes et des enseignants, elle a travaillé avec d'autres organisations



locales afin de mettre de l'avant et de célébrer la profession enseignante et ses dignes représentants et représentantes. Elle a organisé plusieurs activités publiques de sensibilisation et de solidarité à l'endroit du personnel enseignant dans la ville de Kara, dont une marche avec des bannières, des panneaux et des slogans à l'appui de l'éducation publique. Elle a attiré l'attention du public par la voie des médias et en organisant un tournoi de soccer et un pique-nique communautaire.

Une mention honorable a été accordée au SLTU, qui a parrainé une conférence sur l'éducation qui a rassemblé des déléguées et délégués syndicaux locaux et leur a permis de participer à des séances de perfectionnement professionnel et de discuter de différentes questions relatives à l'éducation.

« Nous nous réjouissons effectivement que le SYNAEM fasse partie de la grande famille de coopération de la FCE-CTF. Nous espérons également pouvoir tous voir les fruits recherchés à travers cet appui. Recevez nos sentiments de gratitude. »

– Pédi ANAWI, Région Afrique de l'Internationale de l'Éducation

# **ÉTATS** DES RÉSULTATS

# **FONDS EN FIDUCIE DE LA FCE-CTF**

		2018			
Pour l'exercice terminé le 31 mars	Programme de coopération internationale	Caisse d'aide internationale	Fonds d'Imagineaction	Total	Total
PRODUITS					
Contributions					
Organisations membres de la FCE-CTF	910 251 \$	4 705 \$	-\$	914 956 \$	1 036 413 \$
Autres	5 000	-	38 983	43 983	27 547
Produits financiers	53 595	1 272	2 897	57 764	101 378
Valeur des services bénévoles	898 824	-	-	898 824	956 760
Autre	1 206	-	-	1 206	1 008
Total — Produits	1 868 876	5 977	41 880	1 916 733	2 123 106
CHARGES					
Coûts directs des programmes					
Projet outre-mer	515 402	-	-	515 402	532 034
Action enseignante pour l'apprentissage	327 250	-	-	327 250	383 863
Prix	-	2 000		2 000	
Autres programmes	-	4 705	41 880	46 485	94 611
Autres charges					
Services de direction et Communications	6 289	-	-	6 289	6 009
Frais généraux administratifs	49 648	-	-	49 648	47 554
Valeur des services bénévoles	898 824	-	-	898 824	956 760
Total — Charges	1 797 413	6 705	41 880	1 845 998	2 020 831
Excédent (déficit) de l'exercice	71 463 \$	(728) \$	-\$	70 735 \$	102 275 \$

Pour obtenir plus d'information, voir les états financiers audités du Fonds en fiducie de la FCE-CTF et les notes complémentaires pour l'exercice terminé le 31 mars 2018.

Le Fonds en fiducie de la FCE-CTF a été établi par celle-ci pour permettre à la profession enseignante du Canada de réaliser des projets dans le domaine de l'éducation au Canada et à l'étranger. Le Fonds est un organisme de bienfaisance enregistré, exempt d'impôt sur le revenu. Les sources de financement du Fonds sont principalement les OM de la FCE-CTF. Il dépend des contributions financières de celles-ci pour pouvoir financer les activités du Programme, mais il recoit aussi des contributions en nature de la FCE-CTF et bénéficie du travail bénévole d'enseignantes et enseignants venus de partout au Canada.

Le Fonds du Programme de coopération internationale rend compte des produits et charges du Projet outre-mer et du programme de l'Action enseignante pour l'apprentissage. La Caisse d'aide internationale sert à répondre aux demandes d'organisations nationales et internationales reconnues afin de soulager les populations en cas de catastrophe ou de détresse, et de fournir une aide matérielle. Le Fonds d'Imagineaction se compose de sommes recues principalement de Johnson Assurance pour le programme Imagineaction. L'argent sert à couvrir une petite portion du salaire du personnel et à verser aux enseignantes et enseignants canadiens de petites subventions afin de contribuer aux dépenses associées à des projets de justice sociale menés en classe, à l'école ou dans la communauté.

« J'aurai encore plus de gratitude par rapport aux ressources disponibles et aux maintes formations qui nous sont offertes. J'apporterai une perspective encore plus mondiale à mon enseignement. » - Membre de l'équipe du PO de 2018





« Le fait d'entendre et d'être témoins aux différentes réalités d'enseignement nous rend définitivement plus sensibles aux défis que vivent les enseignants d'ici et d'ailleurs au quotidien. Ca donne envie de s'adapter, de faciliter, d'améliorer. »

- Membre de l'équipe du PO de 2018

# Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants

2490, promenade Don Reid Ottawa (Ontario) K1H 1E1 Canada

Tél.: 613-232-1505 ou 1-866-283-1505 (ligne sans frais)

Fax: 613-232-1886

